




NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 5 avril 2021

Congés, télétravail, chômage partiel, toujours à nous de payer ?

Le troisième confinement annoncé par Macron la semaine passée consiste à fermer crèches, écoles, collèges et lycées et à bouleverser le calendrier scolaire en avançant les vacances pour imposer une seule zone pour tous. Voilà un nouveau casse-tête, voire une catastrophe, pour tous les parents qui travaillent. Les enfants à la maison, ça veut dire qu'il faut trouver à les garder ou les faire garder. Télétravailler avec eux dans les jambes ? Leur assurer « l'école à la maison » ? Et comme toujours, les inégalités sociales se creusent : les enfants de milieu populaire, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques adaptés à un enseignement à distance, vont le payer au prix fort.

Toujours au bon vouloir des patrons ?

Avec ce nouveau calendrier scolaire, le télétravail est censé devenir la règle... mais au bon vouloir des patrons. Ici les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot, là il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi devraient être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là... Et le chômage partiel idem : avec les amputations de paie à la clé. Et le patron s'invite même à la maison puisque, avec le télétravail, la salle à manger ou la cuisine vont devenir une annexe de l'entreprise !

La direction de Renault (et elle n'est pas la seule) s'autorise à donner des bons conseils aux salariés dans une note : « afficher un emploi du temps sur le frigo familial », « planifier des activités, manuelles par exemple, durant lesquelles les enfants seront autonomes et vous, vous pourrez travailler en toute sérénité ». Tenir une demi-heure sans avoir à gérer un bobo ou une dispute, sans blague ? D'autres idées patronales fusent encore : « Pas de cantine pendant le confinement ? Profitez-en pour répartir les tâches et responsabiliser davantage les enfants en leur affectant certaines. » Tiens donc !

Leur catastrophe sanitaire

Bien sûr, les presque 100 000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, imposent des mesures d'urgence. Mais pas ces demi-mesures qu'on nous impose depuis plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands d'entre eux qui s'autorisent à licencier en masse.

Du côté de Macron, ce ne sont que des annonces mensongères. Promesse de rouvrir tous les lieux publics à partir de la mi-mai, promesse de vacciner, promesse de monter de 7 000 à 10 000 lits de réanimation alors que dans de grands hôpitaux comme Beaujon-Bichat à Paris, c'est la suppression de 1000 lits qui est programmée. À mesure que la pandémie progresse, elle tue autour de chacun et chacune d'entre nous. Dans une lettre ouverte à Macron et son ministre de l'Éducation, Blanquer, les enseignants du lycée Eugène Delacroix de Drancy (93) alertent sur le décès de vingt parents d'élèves depuis un an. L'hécatombe est, en France comme ailleurs, plus importante parmi les pauvres que parmi les riches. Et dans les hôpitaux, le retour du « tri » des patients est une réalité à peine masquée.

À trop ronger notre frein, ça va partir en roue libre !

Et l'hécatombe augmente, parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans des transports souvent bondés pour s'y rendre ; parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits qui interdisent la circulation du virus. Parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies, la charge de l'épidémie ayant pesé de façon inversement proportionnelle à la place occupée dans la société : plus on est pauvre, précaire, vulnérable, et plus on trinque. Ça ne durera pas éternellement. La colère monte.

*Lisez et contactez l'Étincelle en ligne –
Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy*

Une grève qui en appelle d'autres

Le débrayage du 30 mars a été un succès : nous étions 830 salariés des sites d'ingénierie à nous mobiliser contre le projet d'externalisation forcée des salariés de la maintenance. À Lardy, nous étions une cinquantaine à rester en grève toute la journée, convaincus qu'il faut accentuer la pression sur les patrons, et résolus à préparer la suite des opérations.

Vu que la direction ne veut pas venir nous parler, allons la chercher chez elle !

Rendez-vous à Boulogne le 8 avril avec les salariés des autres sites d'ingénierie et des usines, tous ensemble contre les suppressions de postes !

Le garçon vacher de l'ingénierie

Mardi dernier, le directeur de la DEA-TM a organisé une réunion pour informer les salariés de la maintenance du projet de vente de leur secteur. Il semblait attendre des remerciements pour nous tenir au courant aussi vite après le CSE, mais quel comique !

Résultat, il s'est pris une volée de bois vert mémorable qui le suivra toute sa carrière.

Il nous prend pour du bétail à vendre et nous laisse « ruminer » ? Il vaudrait mieux qu'il fasse attention aux coups de corne.

À Lardy, les cloches ne sont pas passées

Normalement, à Pâques, on est censé chercher des œufs en chocolat. À Lardy en ce moment, ce sont les directeurs qui se cachent.

Lors du premier débrayage du 18 mars, on est allé chercher celui de la DEA-TM pour qu'il nous crache le morceau sur l'externalisation de la maintenance. Il a refusé de s'exprimer devant nous et est resté cloîtré en salle. Le 1^{er} avril, c'est la directrice de la DEA-T qui nous posait un lapin (d'avril ?) en annulant une réunion prévue avec les syndicats sur le site.

C'est sûr que c'est plus facile pour eux de rayer d'un trait l'avenir de 27 salariés de Renault par des mails et des réunions TEAMS.

Ils n'assument pas leurs sales coups ? On a bien l'intention de leur faire passer quelques nuits blanches dans les mois qui viennent.

Licencions les licenciés

Les Senard, De Meo ou Le Borgne n'ont pas mis longtemps à tomber le masque : leur mission est de faire partir des salariés pour faire des milliards d'économies, comme l'exigent les actionnaires.

Ce ne sont que des mercenaires, spécialistes de la casse sociale, qui sont là pour tailler dans les effectifs avant d'aller sévir ailleurs.

Qu'ils se méfient, nous pourrions bien aller leur sonner les cloches, et les désigner comme volontaires au plan de départ, sans indemnités.

Syndicats en chocolat

Alors que les syndicats signataires de la RCC se disent bernés par la direction qui désigne des volontaires au départ de Renault, ils négocient un avenant à l'accord comme si de rien n'était.

Peut-être se considèrent-ils comme amis pour pardonner aussi vite ? Pourtant on a l'a constaté : le dialogue social n'est qu'un écran de fumée, seule notre mobilisation peut faire reculer la direction.

L'avenir nous appartient

Après la direction de la DEA-M qui avait annoncé la suppression d'un poste sur 10 à Lardy, la direction de la DEA-T annonce la suppression d'un poste sur cinq à Lardy. Dans tous les sites d'ingénierie, les directions Métiers organisent la saignée. Au TCR, c'est une centaine de postes menacés à la DEA-T, mais aussi la vente de bâtiments comme l'Avancée, soi-disant emblématique du groupe...

Elles parlent de suppressions de postes, mais sans nouvelles activités, c'est bien des licenciements déguisés via la RCC ou l'externalisation.

Pourtant, du travail pour tous, il y en aurait besoin pour produire des véhicules plus propres. À nous, salariés Renault et sous-traitants, de nous prendre en main pour imposer un avenir meilleur.

MBF Saint-Claude : la casse sociale sous-traitée

La fonderie d'aluminium MBF de Saint-Claude est impactée par la baisse des commandes de PSA et Renault. Des centaines d'emplois sont menacés.

Les salariés dénoncent la responsabilité des constructeurs et comptent manifester ce mardi 6 à PSA Sochaux et jeudi 8 au siège de Renault.

Ils ont bien raison : leur combat est aussi le nôtre !

La coupe est pleine

Pendant que les flics de Darmanin verbalisent les travailleurs qui rentrent du boulot après le couvre-feu et envoient des CRS réprimer des « barbecues sauvages », les riches se réunissent en toute impunité dans des clubs de luxe. Pas de masque, ni d'attestation à remplir et encore moins de contrôle policier lors de ces soirées mondaines. À plus de 400 € le menu, il vaut mieux se mettre à l'aise...

Les bourgeois peuvent se sentir tranquilles avec Macron et Castex aux commandes. Mais avec ce genre de provocation, ils poussent le bouchon (de champagne) un peu trop loin. Ça va péter !

Après l'effort, toujours plus d'efforts !

Macron demande aux soignants de faire plus d'efforts. Apparemment, se tuer à la tâche (sans embauches ni moyens) ne suffit plus...

Attention, car des efforts, les soignants risquent bien d'en faire, mais pour dégager tout ce système qui ruine l'hôpital, les malades et ceux qui y travaillent !